

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Point de vue

Nos enfants ne sont pas égaux devant la dette publique

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 21 janvier 2006

Démocratie & Socialisme

Quels bons apôtres ! Quels coeurs sensibles ! Qu'ils sont soucieux de l'avenir, tous ceux (Dominique de Villepin, Thierry Breton, Nicolas Sarkozy et tant d'autres...) qui s'inquiètent, les larmes aux yeux, du lourd fardeau que la dette publique pourrait faire peser sur les fragiles épaules de nos enfants ! Une question vient pourtant faire douter de la pureté d'intention de tous ces gens si bienveillants : cette dette n'aurait-elle pas, quand même, quelques bénéficiaires ?

Il est difficile, en effet, d'imaginer une dette sans créancier. Mais si tel est bien le cas, si la dette publique est due, comme toute dette, à des créanciers : tout le monde n'aurait donc pas à pâtir de cette dette publique. Certains pourraient peut-être même en bénéficier !

C'est, évidemment, loin des contes de fées de nos bons apôtres libéraux, très exactement ce qui se passe dans la réalité. Les créances de la dette publique sont aux mains des heureux détenteurs des titres du Trésor public, notamment les obligations assimilables du Trésor (OAT) émises chaque mois par l'Agence France Trésor, remboursables au bout de sept à cinquante ans. Les détenteurs de ces titres empocheront, en 2006, environ 40 milliards d'euros : six fois plus que le budget de la justice, 12 milliards de plus que le "financement de l'emploi". Au total, une somme équivalente au total des budgets de l'armée, de la diplomatie, de la justice et de l'intérieur (43 milliards).

Les créances de la dette publique sont donc aux mains des rentiers. Ceux dont François Mitterrand affirmait qu'"ils s'enrichissent en dormant". Et ces bienheureux créanciers de la dette publique pourront parfaitement transmettre leurs titres à leurs enfants. "Nos" enfants ne verront donc pas tous le poids de la dette peser sur leurs fragiles épaules. Certains paieront les intérêts de la dette, d'autres les encaisseront. Et avec une dette publique de plus de 1 000 milliards d'euros, cela représentera un sacré pactole pour tous les enfants de rentiers.

Mettre tous "nos" enfants dans le même sac relève donc de la supercherie. Les enfants des rentiers, loin de ployer sous le fardeau de la dette, en percevront les intérêts. Ce sont, par contre, les enfants de tous ceux qui ne bénéficient pas de cette rente qui devront payer. Un peu comme sur cette image de 1788 où l'on voit le clergé et la noblesse brandissant leurs sacs d'écus et se faisant porter par le tiers état... La manoeuvre est grossière. Les libéraux espèrent pourtant qu'elle leur permettra d'atteindre trois objectifs.

Ils escomptent bien, tout d'abord, que le tapage qu'ils mènent autour de la dette de "nos" enfants leur évitera d'avoir à reconnaître l'origine de la dette publique : la baisse des impôts des riches et les intérêts payés chaque année aux rentiers. Les deux sont d'ailleurs liés, puisque c'est parce que les impôts des riches ont diminué que l'Etat a été obligé de leur emprunter les sommes qu'il ne leur prélevait plus sous forme d'impôt. Mais alors qu'avec l'impôt les sommes prélevées aux riches ne coûtaient rien à l'Etat, il n'en va plus de même avec l'emprunt. Le service de la dette (les intérêts versés aux rentiers, créanciers de la dette publique) est aujourd'hui le deuxième poste de dépenses de l'Etat, juste après l'éducation nationale. Avec la hausse des taux d'intérêts programmés par la Banque centrale européenne, il pourrait bien, d'ailleurs, devenir le premier.

Ils attendent, ensuite, de cette manoeuvre qu'elle impose l'idée qu'il n'existe (complétée par la vente au secteur privé d'EDF-GDF ou d'autres services publics) qu'une solution au problème de la dette publique : diminuer les dépenses publiques. C'est ce qu'ils appellent la "pédagogie de la dette". Cette façon de rembourser la dette est évidemment la pire : elle détruit le lien social, l'égalité entre citoyens, marginalise les plus pauvres et multiplie les ghettos. La crise des banlieues de nos grandes villes vient pourtant de donner un avant-goût de ce qui peut advenir quand les services publics reculent et désertent des quartiers entiers.

Nos enfants ne sont pas égaux devant la dette publique

Ils espèrent, enfin, que la manoeuvre permettra d'occulter la solution qui pourrait autrement apparaître comme la plus évidente et la plus juste : augmenter les impôts des riches et baisser les taux d'intérêts des rentiers.

Jean-Jacques Chavigné, Marc Dolez, et Gérard Filoche sont membres du conseil national du Parti socialiste.

Article paru dans l'édition du 21.01.06